

Convention collective nationale

IDCC : **3254** | **BOUCHERIE-POISSONNERIE**

Avenant n° 2-TC du 15 octobre 2025 relatif au tronc commun

NOR : ASET2550857M

IDCC : 3254

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

REMALIM (CFBCT-OPEF),

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FGA CFDT ;

UNSA FCS ;

FGTA FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La convention collective nationale de la boucherie-poissonnerie du 24 septembre 2024 a été étendue par arrêté du 29 septembre 2025 publié au *Journal officiel* du 4 octobre 2025. Elle entrera en conséquence en vigueur le 1^{er} novembre 2025.

Il est en conséquence apparu nécessaire d'apporter certaines précisions pour faciliter la lecture des textes conventionnels et tenir compte de l'arrêté d'extension.

Les parties décident en conséquence de modifier la convention collective nationale de la boucherie-poissonnerie comme suit :

Article 1^{er} | Précision relative à l'intitulé de la convention collective

La convention collective résultant du rapprochement de la branche boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers et de la branche poissonnerie est intitulée « convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie-traiteur, poissonnerie (détail et gros), écailler, traiteur de la mer ».

Article 2 | Précision relative à l'arrêté d'extension du 29 septembre 2025

L'arrêté du 29 septembre 2025 rend obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie-

poissonnerie du 24 septembre 2024, les stipulations de ladite convention collective nationale modifiée par l'avenant du 13 décembre 2025.

Afin d'éviter toute difficulté de compréhension, les partenaires sociaux précisent qu'il s'agit d'une erreur rédactionnelle, l'avenant étant du 13 décembre 2024.

Le secrétariat de la CPPNI est chargé de signaler cette erreur de plume au ministère.

Article 3 | Précisions quant à la numérotation des avenants

Les avenants à la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie-traiteur, poissonnerie (détail et gros), écailler, traiteur de la mer sont numérotés dans l'ordre croissant à partir de 1.

Le numéro des avenants modifiant les dispositions communes à l'ensemble des entreprises et salariés de la branche est suivi des lettres « TC » (pour tronc commun).

Le numéro des avenants spécifiques aux entreprises et salariés du secteur professionnel de la boucherie tel que défini à l'article 1.1 de la convention collective est suivi de la lettre B (pour boucherie).

Le numéro des avenants spécifiques aux entreprises et salariés du secteur professionnel de la poissonnerie tel que défini à l'article 1.2 de la convention collective est suivi de la lettre P (pour poissonnerie).

Ainsi, l'avenant n° 1 modifiant l'article 110.2 de la convention collective nationale, spécifique au secteur professionnel de la poissonnerie, est désormais identifié comme avenant n° 1-P.

Article 4 | Modification de l'article 68

Au 2^e alinéa de l'article 68, le mot : « aussi » est supprimé.

Article 5

La branche professionnelle étant composée très majoritairement d'entreprises de moins de 50 salariés, il n'y a pas lieu de prévoir de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

De même, s'appliquant de manière uniforme à l'ensemble des salariés quel que soit leur genre, il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Article 6

Le présent avenant a une durée indéterminée. Il prendra effet le 1^{er} novembre 2025, date d'entrée en vigueur de la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie-traiteur, poissonnerie (détail et gros), écailler, traiteur de la mer (IDCC 3254).

Article 7

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 dudit code.

Fait à Paris, le 15 octobre 2025.

(Suivent les signatures.)